

Grève Fonction Publique du 9 mai 2019

Le Conseil National de l'UNSA UTCAC avait communiqué après s'être réuni à Mérignac les 20 et 21 février 2019 sur le projet de loi que le Gouvernement souhaite faire adopter avant fin juin 2019.

Instances de dialogue social neutralisées, influence des représentants des personnels réduite à néant, élargissement du recours aux contractuels aux dépens des fonctionnaires, etc. sont au programme.

Tout ceci pour permettre des restructurations sauvages sans négociation et imposer des mobilités forcées et autoritaires sans contreparties.

Les CAP

L'article 4 du projet de loi prévoit un : « Recentrage des attributions des CAP en **supprimant l'avis préalable de cette instance** respectivement sur les questions liées **aux mutations et aux mobilités** dans la fonction publique d'État et sur les questions liées à **l'avancement et la promotion** dans les trois versants de la fonction publique. Cette mesure est essentielle pour déconcentrer



les décisions individuelles au plus près du terrain et doter les managers des leviers de ressources humaines nécessaires à leur action, dans le respect des garanties individuelles des agents publics. Cette mesure est essentielle pour

déconcentrer les décisions individuelles au plus près du terrain et doter les managers des leviers de ressources humaines nécessaires à leur action, dans le respect des garanties individuelles des agents publics. »

CONCRÈTEMENT ...

Les syndicats **NE PARTICIPENT PLUS** à la mobilité des agents.

Le choix des candidats **ÉCHAPPE AU REGARD DES REPRÉSENTANTS DES PERSONNELS**.
Il **N'EST PLUS PONDÉRÉ** par l'avis des CAP.

Sans syndicat présent, les débats et choix se font dans **l'OPACITÉ LA PLUS TOTALE**.

LES DÉCISIONS REVIENNENT A L'ENCADREMENT LOCAL, en faisant fi des équilibres nationaux.

Mutations et promotions deviennent le **FAIT DU PRINCE**.

La totalité des syndicats de fonctionnaires fait le constat que le projet de loi de transformation de la fonction publique est une régression sans précédent pour les agents publics.

Ils appellent tous les fonctionnaires à cesser le travail le 9 mai prochain pour s'opposer aux mesures contenues dans ce projet.